

INVITATION EVENEMENT SPECIAL

Comprendre les liens entre la corruption et
l'extrémisme violent

6 Novembre 2017 13:30 – 15:00

Salle de conference M6

Le Département australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT), Transparency International, le PNUD et l'ONUDC ont étudié les liens entre la corruption et l'extrémisme violent et présenteront leurs conclusions préliminaires lors de cet événement spécial.

Ces recherches se sont concentrées sur l'Asie-Pacifique, la région du Sahel et le Moyen-Orient, et d'autres parties du monde.



Comprendre les liens entre la corruption et l'extrémisme violent

6 Novembre 2017 13:30 – 15:00

Salle de conférence M6

Au cours des dernières années, le monde a été témoin de nouvelles vagues d'extrémisme violent ayant coûté la vie à de nombreuses personnes innocentes. Bien que les approches sécuritaires se concentrant sur l'application de la loi soient nécessaires pour gérer et répondre à la menace posée par l'extrémisme violent, ces dernières ne seront pas suffisantes en elles-mêmes pour réduire l'impact potentiel que l'extrémisme violent pourrait avoir, sur le long terme.

La prévention de l'extrémisme violent exige que des mesures sécuritaires soient complétées par d'autres mesures, se concentrant sur les causes socio-économiques et leurs solutions, et ancrées dans une analyse robuste des divers facteurs locaux engendrant un extrémisme violent.

Renforcer la lutte contre la corruption et l'impunité généralisée est un élément important de cette stratégie. A cet égard, DFAT, le PNUD et l'ONUSD ont étudié les liens entre la corruption et l'extrémisme violent, et présenteront les résultats de leurs recherches lors de cet événement spécial.

INTERVENANTS

Moderateur:

- M. Pierre Lapaque, Représentant Régional, Bureau régional de l'ONUSD pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Sénégal

Orateurs:

- M. Patrick Keuleers, Directeur, Groupe pour la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix auprès du Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, PNUD, New York.
- Mme Adamou Bibata Babacar, Secrétaire Générale du Ministère de la Justice du Niger
- M. Luke Arnold, Directeur, Section Droit et Justice, Division des politiques de développement, Département des affaires étrangères et du commerce, Australie
- Mme Cynthia Gabriel, Directrice du 'Centre to Combat Corruption and Cronyism' (C4), Malaisie
- Mme Leah Wawro, Chargée de programme Corruption, Conflit & Insécurité, Transparency International, Royaume Uni.